



**Communiqué
21 juin 2022**

Point d'indice : c'est quand le dégel ?

Le point d'indice est gelé depuis 10 ans... mis à part un très faible sursaut en 2017 à la fin du quinquennat Hollande.

Le premier quinquennat Macron aura donc été, malgré la situation des agent-es publics, le premier à ne voir aucune revalorisation du point d'indice.

Mesure électoraliste s'il en est, c'est donc à un mois de l'élection présidentielle qu'Amélie de Montchalin, alors ministre de la transformation et de la fonction publiques, avait annoncé un dégel sans montant précis et ni date d'effectivité, mais avant l'été tout de même, s'abritant derrière l'alibi du passage en Projet de Loi de Finances Rectificative, qui intervient chaque année en juillet.

Depuis cette annonce, le temps semble bien long... entre nomination de Première Ministre et nomination du Gouvernement. Puis les élections législatives... dont les résultats entraîneront à la fois un remaniement gouvernemental suite à l'échec notamment de l'ancienne ministre de la Fonction publique et un nouveau probable report du texte sur le pouvoir d'achat.

Bientôt 5 mois après l'annonce du dégel, recyclée sans vergogne, les agent-es publics n'ont rien et vont attendre encore.

Pourtant, le temps passe aussi pour les agent-es publics... qui voient chaque mois leurs pertes de pouvoir d'achat s'accroître, l'inflation étant dans le même temps galopante : 2,6 % en 2021 et maintenant 5 % sur un an en mai.

Pour Solidaires Fonction Publique, tout cela ne peut plus durer. Le dégel doit se faire maintenant sans attendre, avec rétroactivité. Le montant doit être à la hauteur des pertes intervenues ces 10 dernières années.

Il est également indispensable que d'autres mesures générales interviennent, notamment l'attribution d'un nombre de points d'indice identique pour tous-tes, une intervention forte sur les bas de grilles, etc.

Cette situation inadmissible est une nouvelle marque de mépris pour les agent-es publics qui valent mieux que d'être utilisé-es sans fin pour des visées électoralistes. Ils font fonctionner le pays pour le bien commun.